



## Décision individuelle N°2022-243

**Pétitionnaire :** Maison Régional de l'Eau (pour le compte d'EDF)  
**Adresse :** 33 bis boulevard Grisolle, 83670 Barjols  
**Nature de la demande :** travaux, installations en cœur de parc national (nécessaires à la réalisation de missions scientifiques)  
**Intitulé du projet :** installation de piézomètre dans la zone humide du Lac long inférieur  
**Localisation :** Lac long inférieur (parcelle n°0012 section DL et parcelle n°0002 section DN, commune de Tende)

### La directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-26, R.331-18, R.331-64, R.331-65 et R.331-67,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 7,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 13, 14 et 19 d'application de la réglementation dans le cœur,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R.331-19 du code de l'environnement ;

**Vu** la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** la décision n°2021-195 du 21 juin 2021, autorisant le creusement d'un drain en pied de barrage à EDF

**Vu** l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 13 juin 2022

**Considérant** les suivis flore et pédologique mis en place par le PNM en 2021 avec l'aide des Conservatoires botaniques nationaux sur cette même zone humide,

**Considérant** la demande formulée en date du 31 mai 2022 par Monsieur GARRONE Christophe, pour l'installation de deux piézomètres et d'un capteur de pression atmosphérique, lesquels seront mis en place en minimisant leur impact sur les éléments naturels immeubles et sur les paysages proches,

**Considérant** que ces équipements sont susceptibles de faciliter l'observation et l'analyse du fonctionnement hydraulique de la zone humide et de renseigner sur l'impact de l'ouvrage hydroélectrique sur cette zone humide,

**Considérant** que le déroulement de l'étude est prévu sur une année, renouvelable,

**Considérant** la nécessité d'encadrer le devenir de ces installations à échéance de l'étude pour garantir sa compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et la conservation du caractère de celui-ci,

**Considérant** également la nécessité de partager les analyses produites à partir de ces observations, pour contribuer aux prises de décisions ultérieures et à faire du cœur du parc « un espace de référence scientifique » tel que défini dans les principes fondamentaux arrêtés en 2007,

## **DÉCIDE**

### **Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande**

L'association loi 1901 « Maison Régionale de l'Eau », représenté par Monsieur GARRONE Christophe est autorisée à installer des matériels fixes d'observation et de mesures au niveau de la zone humide du Lac long inférieur, emplacements situés dans le cœur du parc national – suivi mené pour le compte d'EDF.

Ces matériels d'observation et de mesures sont les suivants :

- deux piézomètres,
- un capteur de pression atmosphérique.

### **Article 2 : Prescriptions**

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1. Les piézomètres seront installés sur les lignes de transect mis en place par le PNM afin de compléter le suivi Rhoméo. L'implantation exacte sur le transect sera précisée sur le terrain avec les agents du PNM, de manière à pouvoir observer les variations de hauteur de nappe. Les tubes seront recouverts d'un géotextile, pour empêcher le matériel du sol de rentrer dans le tube. Les tubes dépasseront du sol de 50 cm maximum pour faciliter leur repérage au milieu de la végétation. L'enregistrement automatique des pressions sera réalisé à un pas de temps horaire, jusqu'au printemps 2023.

2.2. Aucune installation supplémentaire ou modification des installations existantes n'est autorisée par la présente.

2.3. En cas de non-renouvellement de la mission d'étude à échéance de la présente, l'intégralité des installations devra être démontée et évacuée en dehors du cœur du parc national.

2.4. L'intégralité du rapport d'étude, intégrant tout ou partie des données brutes et commentées produites par ces installations, sera transmise au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour au plus tard à l'échéance de la présente.

En cas de renouvellement de la présente autorisation, un rapport intermédiaire devra être transmis à cette échéance.

### **Article 3 : Durée**

La présente autorisation est délivrée jusqu'au 31 juillet 2023.

En cas de prolongation de l'étude, la présente durée pourra être prolongée sur demande formalisée.

### **Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

## **Article 5 : Autres obligations**

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur ni des droits des tiers.

## **Article 6 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

## **Article 7 : Responsabilité**

L'établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité des installations.

## **Article 8 : Publication**

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 23 juin 2022

La directrice-adjointe  
du Parc national du Mercantour



**Sandrine GRANDFILS**

Copies :

- PNM, service territorial Roya-Bévéra
- PNM, Claire Crassous
- EDF, Lucie Vu-Hong

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.